

Politique | Limoges: Pour préserver la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine, il est impératif d'agir collectivement



L'Agence régionale de la biodiversité, créée il y a un an, et le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine ont réuni ce jeudi 24 janvier à Limoges, 250 acteurs, élus, chefs d'entreprises, agriculteurs, associations issus de la pêche, de la chasse, de la protection de l'environnement, concernés de près ou de loin par les enjeux de la biodiversité. L'objectif de ces premières assises de la biodiversité étaient de créer des espaces d'échanges et de réflexion collective sur des thématiques transversales intégrant la biodiversité. Parmi les principaux enjeux, celui de l'éducation à tout âge.

Le territoire régional présente une grande diversité d'habitats naturels et une richesse en espèces animales et végétales, certaines étant endémiques des secteurs montagnards ou littoraux. Cependant, les milieux naturels, forestiers et agricoles du territoire subissent de nombreuses pressions et menaces : destruction, artificialisation et fragmentation des habitats naturels, pollutions, surexploitation des ressources, changement climatique, espèces exotiques envahissantes. Face à ce constat, l'Agence régionale de la biodiversité, une structure née en janvier 2018 née de la fusion des agences d'Aquitaine et de Poitou-Charentes, et le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine ont réuni ce jeudi 24 janvier à Limoges, 250 élus, agents territoriaux, acteurs de la société civile et acteurs socio-économiques, porteurs de projets et chercheurs à l'occasion des premières assises de la biodiversité. A travers des tables rondes, conférences et échanges, les participants à ces premières assises ont été invités à prendre part aux réflexions et à la construction de politiques pour la biodiversité et le territoire néo-aquitain. Un des objectifs est que cette journée devienne un rendez-vous pérenne qui s'inscrit dans l'agenda régional. "Il faut bien prendre conscience d'une chose qu'aujourd'hui, il n'y a aucun espace intact en Nouvelle-Aquitaine. Ce sont 6700 hectares qui sont bétonnés tous les ans" a indiqué Nicolas Thierry, vice-président du Conseil régional en charge de l'environnement et de la biodiversité.

Plusieurs enjeux

Cette journée a permis d'identifier différents enjeux, parmi lesquels ceux de connaître, comprendre et anticiper les menaces et les risques, estimer et valoriser les services écosystémiques, stopper l'artificialisation des sols et gérer les espaces, préserver la ressource en eau. Une des premières actions prioritaires est la nécessité de partager les connaissances entre les différents acteurs car le sujet concerne tout le monde. "Sans la biodiversité, il n'y a aucune activité humaine. Il y a urgence à agir, car tous les indicateurs notent une dégradation des milieux naturels, observe

Nicolas Thierry dans son intervention.

A plusieurs reprises les différents intervenants, dont Alain Dutartre, le président de l'Agence régionale de la biodiversité, ont insisté sur l'enjeu transversal de ce sujet et sur la nécessité de créer un réseau d'acteurs à l'échelon régional afin de construire une vision partagée.

Exemple, la filière agricole et sylvicole, très importante en Nouvelle Aquitaine, avance comme piste de réflexion d'améliorer la formation des agriculteurs et des conseillers agricoles et souhaite que soit étudiée l'opportunité de créer un fonds régional pour paiement de services environnementaux en faveur de la protection de la biodiversité. Une des problématiques au coeur du sujet est la question agricole, comme cela a été souligné en fin de matinée par plusieurs intervenants dont Marc André Selosse, professeur du Muséum national d'histoire naturelle, qui a donné une conférence sur le thème "le sol, un invisible, omniprésent". La question agricole touche au climat, à la santé, à l'alimentation, à la préservation des espèces.

Volonté politique

Dans son intervention, le président de la Région, Alain Rousset, a réaffirmé qu'aborder le vaste sujet de la biodiversité résultait d'une réelle volonté politique de sa part. La question de la gestion de la ressource en eau est à ses yeux prioritaire. Il a par ailleurs proposé qu'une plénière soit entièrement consacrée aux conséquences du réchauffement climatique. Alain Rousset a indiqué qu'un des principaux enjeux, réside également "dans l'éducation à l'environnement à tout âge". "Je veux que les profs se mobilisent sur la question du réchauffement climatique et je veux essayer de passer une convention avec l'Education nationale pour remettre impérativement la SVT, au coeur des enseignements. Peut être que le président de la Région en parlera demain lors de sa rencontre avec Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale en visite en Haute-Vienne et en Dordogne. "Je n'ai pas envie de faire que des témoignages sur la biodiversité." Alain Rousset veut des actes et rapidement.



Claude-Hélène Yvard

Crédit Photo : aqui.fr

Publié sur aqui.fr le 24/01/2019

[Url de cet article](#)